



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Communications Security
Establishment Exclusion of
Positions and Employees
Approval Order**

**Décret approuvant la
soustraction des postes et des
employés du Centre de la
sécurité des
télécommunications**

C.R.C., c. 1342

C.R.C., ch. 1342

Current to March 22, 2022

À jour au 22 mars 2022

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to March 22, 2022. Any amendments that were not in force as of March 22, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 22 mars 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 22 mars 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Order Approving the Exclusion by the Public Service Commission from the Operation of the Public Service Employment Act of Positions and Employees of the Communications Security Establishment

1 Short Title

2 Approval

TABLE ANALYTIQUE

Décret approuvant la soustraction à l'application de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique par la Commission de la fonction publique des postes et des employés du Centre de la sécurité des télécommunications

1 Titre abrégé

2 Approbation

CHAPTER 1342

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Communications Security Establishment Exclusion of Positions and Employees Approval Order

Order Approving the Exclusion by the Public Service Commission from the Operation of the Public Service Employment Act of Positions and Employees of the Communications Security Establishment

Short Title

1 This Order may be cited as the *Communications Security Establishment Exclusion of Positions and Employees Approval Order*.

Approval

2 The exclusion, by the Public Service Commission, from the operation of the *Public Service Employment Act*, other than section 35 thereof, effective April 1, 1975, of all positions and employees of the Communications Security Establishment of the Department of National Defence, is hereby approved.

CHAPITRE 1342

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Décret approuvant la soustraction des postes et des employés du Centre de la sécurité des télécommunications

Décret approuvant la soustraction à l'application de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique par la Commission de la fonction publique des postes et des employés du Centre de la sécurité des télécommunications

Titre abrégé

1 Le présent décret peut être cité sous le titre : *Décret approuvant la soustraction des postes et des employés du Centre de la sécurité des télécommunications*.

Approbation

2 Est approuvée la soustraction par la Commission de la fonction publique à l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, à l'exception de l'article 35 et à compter du 1^{er} avril 1975, des postes et des employés du Centre de la sécurité des télécommunications du ministère de la Défense nationale.